

L'ajournement

Le gouvernement éthiopien possède environ 6,000 camions et pourtant, il n'en a mis en service qu'environ 5 p. 100 pour acheminer des aliments depuis les quais jusqu'aux centres d'alimentation. Cependant, en septembre, il a dépensé des millions de dollars pour célébrer son dixième anniversaire.

Nous ne devrions pas perdre notre temps à dénigrer ou défendre notre programme d'aide. Son utilité se passe de commentaires. C'est un programme impressionnant. Tous les membres du cabinet méritent notre reconnaissance et nos remerciements pour les initiatives qu'ils ont prises pour le rendre possible. Ce qui doit nous préoccuper avant tout, c'est de maintenir la crédibilité de ce programme en réussissant à convaincre le public que l'aide alimentaire parvient bien aux personnes auxquelles elle est destinée et, deuxièmement, qu'elle permet de répondre à leurs besoins.

● (1805)

J'exhorte le ministre à demander instamment au gouvernement de l'Éthiopie et aux rebelles de laisser passer en toute sécurité tous ceux qui cherchent à acheminer des denrées alimentaires en Érythrée et dans la région du Tigré. Les affamés doivent passer en premier. Adressons ce message à ceux qui veulent faire passer leurs ambitions politiques au premier plan et, pour nous assurer de leur concours, envoyons sur place des travailleurs qui pourront contrôler la distribution des aliments envoyés par les Canadiens.

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je désire remercier l'honorable député de me donner l'occasion de rassurer la population canadienne sur cette importante question.

Le gouvernement a pris diverses mesures pour s'assurer que l'aide alimentaire canadienne à l'Éthiopie atteigne les gens dans le besoin à qui elle est destinée. La conception même du programme de même que le choix des organismes d'exécution témoignent de ce souci de surveiller l'acheminement de cette aide et d'en rendre compte.

Tout d'abord, nous avons tenu à faire distribuer une part considérable de notre aide alimentaire par des organisations non gouvernementales de grande réputation. Au cours de cette année, plus de la moitié de l'aide fournie à l'Éthiopie, dans le cadre du budget régulier d'aide alimentaire, a été acheminée par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge, du Comité central mennonite et de l'Association luthérienne du Canada pour le secours mondial. Ces organisations sont en mesure de rendre compte précisément de l'utilisation des denrées fournies. Quant au reste, il s'agit d'une assistance de gouvernement à gouvernement.

C'est le Programme alimentaire mondial qui supervise la distribution de nourriture effectuée au nom du gouvernement du Canada. Comme vous le savez, le Programme alimentaire mondial est un canal extrêmement efficace pour l'acheminement d'aide d'urgence. Du fait de son vaste programme en Éthiopie et de son personnel de terrain expérimenté, il est particulièrement bien placé pour fournir cet appui important.

Mon collègue sait peut-être que grâce aux ressources du Fonds spécial de secours à l'Afrique ainsi qu'à une contribution du gouvernement de l'Ontario, 25,000 tonnes supplémentaires de céréales sont envoyées en Éthiopie par le Canada. Dans ce cas, le gros de la distribution sera effectuée au nom du

gouvernement de l'Éthiopie par des organisations non gouvernementales et internationales comme l'Entraide universitaire mondiale du Canada, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la *Norwegian Church Aid*. Ces organisations surveilleront la distribution en consultation avec l'ambassade canadienne et feront rapport sur son déroulement.

Je me permettrai d'ajouter que la plupart des observateurs non gouvernementaux et internationaux en Éthiopie estiment que la distribution de nourriture par le biais du système officiel éthiopien s'effectue avec un minimum de perte. Il est également vrai que l'Éthiopie n'a pas les ressources administratives pour fournir aux donateurs tous les rapports dont ils auraient besoin sur l'acheminement de leurs dons.

J'aimerais enfin souligner, monsieur le Président, qu'en ce moment même l'honorable David MacDonald, le coordonnateur canadien pour l'aide d'urgence, est au Soudan pour faire un constat de la situation dans ce pays. Les Canadiennes et les Canadiens peuvent être confiants que nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour que notre aide ait un maximum d'impact.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—L'AFRIQUE DU SUD—LA CONDUITE DES SOCIÉTÉS—LES DIRECTIVES DU GOUVERNEMENT. B) LA VISITE D'UN DÉFENSEUR DE L'APARTHEID

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, le 21 décembre 1984, le député de Scarborough-Ouest (M. Stackhouse) a posé une question fort pertinente à mon avis. Il a parlé de la visite du Révérend Desmond Tutu, prix Nobel de la paix. Il a demandé au premier ministre si le gouvernement songeait à exercer davantage de pressions sur le gouvernement de l'Afrique du Sud pour qu'il abolisse l'apartheid. Question concise et très importante.

Le premier ministre (M. Mulroney) a esquivé la question s'efforçant de minimiser cette situation avec son bagout irlandais. J'espère qu'on ne m'accusera pas de racisme parce que j'ai employé cette expression. Voici ce qu'il a dit:

Hier, monsieur le Président, j'ai eu l'honneur, comme tous les députés d'aileurs, d'accueillir Mgr Tutu à la Chambre. J'ai eu le privilège de m'entretenir en tête-à-tête avec lui et de connaître ses opinions. Je lui ai dit qu'elles seront très utiles au nouveau gouvernement, car nous sommes sur le point de réexaminer la politique extérieure. Bien entendu, nous reverrons toute la question de nos relations avec l'Afrique du Sud.

● (1810)

Le premier ministre n'a pas dit un traître mot en réponse à cette question pourtant très importante que lui avait posée le député de Scarborough-Ouest.

Le 15 février, j'ai demandé ce que l'on comptait faire contre la compagnie Bata Shoe qui refuse de se conformer aux directives d'application facultative destinées aux compagnies canadiennes en activité en Afrique du Sud. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) n'a guère été plus explicite que le premier ministre lorsqu'il a répondu à cette question. Il a parlé de revoir notre politique compte tenu de l'horreur que la politique d'apartheid inspire aux Canadiens.